

### LA UNE Les 120 ans de la laïcité

La laïcité est le principe républicain qui garantit à chacun la liberté de conscience et d'expression de ses convictions, religieuses ou non, dans le respect de l'ordre public. Elle repose sur la neutralité de l'État et la séparation entre les pouvoirs publics et les religions. La laïcité est le cadre qui permet à toutes les opinions d'exister librement.

La [loi de séparation des Eglises et de l'État](#) a été promulguée le 9 décembre 1905. En ces 120 ans, la société s'est transformée. Le paysage religieux a changé :

- recul du catholicisme français et hausse du nombre de personnes se déclarant sans religion ("sécularisation") ;
- évolution de cultes minoritaires (pluralité des pratiques).

La loi de 1905, pierre angulaire de la laïcité en France, est le produit d'un lent travail du temps. Elle est "l'héritière des aspirations à la liberté du Siècle des Lumières. Elle plonge ses racines dans le bouleversement révolutionnaire de 1789" ([Ferdinand Buisson](#)). Le principe de laïcité est inscrit dans la Constitution de la République.

À la suite des attentats terroristes de 2015, une véritable politique publique de la laïcité est mise en œuvre. La mobilisation des pouvoirs publics s'intensifie avec le lancement du plan national de formation "Valeurs de la République et laïcité" (VRL).

Le Comité interministériel de la laïcité, réuni le 15 juillet 2021, décide d'engager [des actions concrètes](#) sont, notamment la formation des agents publics d'ici à la fin 2025 et la nomination de référents laïcité.

Retrouvez ici la [présentation en vidéo de la formation VRL](#) (2017), [le déploiement du Plan de formation sur le Grand Est](#) depuis 2016, [les actions menées dans le Grand Est dans le cadre des 120 ans](#).

Le 25 novembre 2025, l'association Initiales a organisé à Reims, en partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Marne, une journée sur "*Les enjeux de la laïcité aujourd'hui*", qui a permis de réfléchir aux mutations contemporaines du principe de laïcité avec des formats très divers :

- du théâtre, avec la Compagnie *Questions d'Époque* (Reims);
- des éclairages de fond, avec Nicolas Cadène, auteur de "[En finir avec les idées fausses sur la laïcité](#)" et ancien Rapporteur général de l'[Observatoire de la laïcité](#) (en lien la série des vidéos), Odile Miribel, co-rédactrice de la collection [Les Livres géants Laïcité](#), et [Jean-Michel Aupy](#) (lien vidéo), dessinateur aux éditions Hors Pistes (Prix de la République Laïcité) ;
- La présentation du Guide "[Faire vivre la laïcité](#)" avec Hervé Ferrandis, Mission Valeurs de la République à la CNAF, et Sylvie Jurion, référente laïcité-valeurs de la République-radicalisation à la CAF de la Marne.



## ACTION FAMILIALE

### Les associations familiales et la laïcité

Les **Associations Familiales Catholiques** (AFC) fêtent aussi en cette fin d'année leurs [120 ans](#), et la convergence des dates (avec la loi de 1905) n'est pas fortuite. C'est dans le contexte de la perte d'influence des religieux au sein des établissements scolaires, désormais légalement tenus à la neutralité de l'Etat dans l'instruction publique, que des parents se sont associés pour veiller à la "liberté de conscience" des enfants et à promouvoir de façon active la famille, en se fondant sur la Doctrine Sociale de l'Eglise. Nées sous le nom d'Associations Catholiques des Chefs de Famille, les ACCF, ont adhéré à l'Unaf dès sa création en 1945 et ont pris le nom d'AFC en 1955.

C'est dans l'Est de la France, et notamment à Mulhouse, que sont nées les premières **Associations Familiales Protestantes**, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans le contexte de l'industrialisation, en portant les valeurs du christianisme social. Ferdinand Buisson, lui-même né dans une famille protestante, a porté les idées du protestantisme libéral dans la rédaction des textes de loi sur l'école et la laïcité. L'histoire du protestantisme en France la porte à être fondamentalement "une religion familiale, associative et laïque".

**Familles Rurales** est un mouvement laïc, créé en 1943, pour œuvrer à la qualité de vie dans les territoires ruraux et périurbains. Il se décline en près de 2000 associations locales, 65 fédérations départementales et 10 fédérations régionales. Pluraliste, indépendant et laïc, il porte un projet humaniste et social fondé sur la famille, les territoires et la vie associative, entend promouvoir les valeurs républicaines par l'éducation populaire et considère que la laïcité est un principe indissociable des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité exprimées par la devise de la République française. Les Actualités de Familles Rurales Grand Est en [novembre 2025, c'est ici](#).

**Familles de France**, fédération d'associations familiales notamment très investies dans le déploiement des espaces d'animation de la vie sociale (AVS), avec le soutien des CAF départementales, diffuse et promeut le guide [Faire vivre la laïcité dans les structures de l'animation sociale](#). Le guide (voir page précédente) propose des fiches complètes sur la laïcité et son application. Une édition réactualisée (novembre 2025) est prochainement disponible.

La première **Association Familiale Laïque** (AFL) a été créée en 1967 par [André Fortané](#) (1915-2009), militant du Comité national d'action laïque, né en 1953 pour défendre et promouvoir la laïcité de la République, notamment sur le champ de l'Ecole. Les AFL se sont développées pour porter la voix laïque au sein du mouvement familial, en se fédérant dans un Conseil national, le CNAFAL, qui entre dans l'Unaf en 1977. L'Union des Familles Laïques (UFAL) est née en 1988 de divergences au sein du CNAFAL et va intégrer l'Unaf en 1991. [L'UFAL a fêté les 120 ans de la loi de 1905](#) par un évènement festif à Damelevières (Meurthe-et-Moselle) le 10 octobre 2025.

La branche Famille de la Sécurité sociale a adopté une [Charte de la Laïcité](#) qui s'adresse aux partenaires, avec qui elle a été élaborée, mais aussi aux allocataires ainsi qu'à tous les collaborateurs salariés de la branche.

### La région Grand Est à jamais la première et le 54 "prem' des prem'"

Un collectif d'associations meurthe-et-mosellanes, animé par [les Francas](#) avec le soutien de l'Etat (DREETS) et du Département 54, propose à Nancy (au CD 54) une formation *Valeurs de la République et Laïcité* les 12 et 13 mars 2026, dans un format unique et original avec : la volonté de réunir 150 stagiaires de différents horizons (associations familiales bienvenues), le souhait de créer du commun et une dynamique territoriale ! Une formation alternant des temps théoriques et des cas pratiques en ateliers. Une formation gratuite (et repas offert). Pour en savoir plus : <https://formation-laicite.anct.gouv.fr/> et <https://www.laicite-grandest.org/> Date limite d'inscription : le lundi 2 mars 2026.

## VIE DES UDAF ET ASSOCIATIONS FAMILIALES

### Ardennes (08) : Handi'Cap

La 29<sup>e</sup> [Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées](#) (SEEPH) se déroulait du 17 au 23 novembre 2025 et les Ardennes y ont pris une part active. Le *Village Handicap* de Charleville-Mézières (le 20 novembre 2025) a rassemblé quatre-vingts exposants, recruteurs, organismes de formation et partenaires de la mobilité. Objectif : faire se rencontrer entreprises, politiques, associations, société civile et bien entendu, demandeurs d'emploi en situation de handicap.

Le [Collectif inter associatif Ardenne Handicap](#) défend les droits des personnes en situation de handicap. Ses onze associations membres, dont l'Udaf qui en assure la coordination, couvrent le champ le plus large des déficiences et des publics, enfants comme adultes. L'action en Collectif permet de conjuguer les forces, les compétences, les moyens de chaque association adhérente.

### Aube (10) : Une association ADMR se trouve forcément près de chez vous !

Créée le 5 mars 1953, la [Fédération Départementale ADMR de l'Aube](#) (initialement Fédération des Associations d'Aides Familiales Rurales) est une association loi 1901. Elle a connu depuis cette date un développement constant et important, et s'attache à continuer à diversifier les services qu'elle propose, pour toujours être en adéquation avec les besoins des personnes et territoires, ayant à cœur de toujours promouvoir ses valeurs : universalité, proximité, respect de la personne, réciprocité, solidarité. Plus de 20 associations locales ADMR adhèrent à l'Udaf de l'Aube.

### Marne (51) : avant la "navette"

Le rendez-vous organisé chaque année en amont du vote du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) permet à l'Udaf de la Marne de relayer les préoccupations du Mouvement familial et de sensibiliser les élus marnais aux [enjeux majeurs de la politique familiale](#).

Pour cette édition, qui s'est déroulée le 10 octobre 2025, les députés Lise Magnier, Charles de Courson et Maxime Michelet, ont répondu favorablement à l'invitation du président Daniel Fontaine (la sénatrice Anne-Sophie Romagny était représentée).

### Marne (51) : Movember

Dans le cadre de [Movember](#), mois dédié à la santé masculine, l'Udaf de la Marne souhaite rappeler [l'importance du dépistage](#) des cancers masculins (prostate, testicules), ainsi que la prise en compte de la santé mentale. Les hommes consultent encore trop peu face au stress, à la dépression ou à des idées suicidaires. En parler à un proche, à son médecin ou à un professionnel est un premier pas essentiel.

### L'Udaf de la Haute-Marne (52) fête ses 80 ans

Le 13 novembre 1945, l'Union départementale des associations familiales de Haute-Marne était officiellement déclarée en préfecture. 80 ans plus tard, l'Udaf 52 poursuit son engagement au service des familles haut-marnaises. L'année 2025 a été marquée par plusieurs temps forts : les [Rues de l'Enfance](#) à Chaumont en juin, l'assemblée générale à Langres, le spectacle [La partie de Scrabble](#) à Joinville ouvert à tous pour parler du rôle des aidants familiaux.

Pour clôturer cette année d'anniversaire, le prochain conseil d'administration, le 11 décembre 2025, sera public. Associations familiales, élus, partenaires institutionnels, citoyens, tout le monde est convié à participer ! Contact : [institution@udaf52.fr](mailto:institution@udaf52.fr)

### Meurthe-et-Moselle (54) : retour sur *Octobre Rose*

Comme chaque année, l'Udaf 54 s'est mobilisée à l'occasion d'Octobre Rose afin de soutenir la prévention et la lutte contre le cancer du sein. Plusieurs actions ont été organisées pour sensibiliser, rassembler les équipes et apporter du réconfort aux patientes suivies à l'Institut de Cancérologie de Lorraine (ICL).

[Retour sur un mois](#) marqué par la solidarité, le sport et la créativité.

## **Le handicap, l'intimité et l'éthique des soins**

Le [Centre de Ressource Intimagir Grand Est](#), hébergé par l'Udaf de Meurthe-et-Moselle à Nancy, a participé à la deuxième Journée du colloque national des Espaces de Réflexion Éthique Régionaux (ERER), qui s'est tenu le 13 novembre 2025 sur le campus Croix-Rouge de l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA). Il s'agit d'[un rendez-vous majeur](#) pour les professionnels, institutions, associations et chercheurs travaillant sur les enjeux éthiques en santé. Tout au long de la journée, Intimagir Grand Est a tenu un stand d'information permettant aux professionnels présents d'en savoir plus sur la prévention des violences sexuelles, l'éducation à la vie affective et sexuelle, les ressources et outils disponibles pour les établissements médico-sociaux, l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

## **Meuse (55) : la culture à la campagne, des micro-folies**

Évènement incontournable, les Rencontres nationales [Cultures et Ruralités](#) sont organisées tous les deux ans et elles ont eu lieu cette année en Meuse (Belleville, MJC Contre-Courant) du 25 au 27 novembre 2025. Organismes : l'[UFISC](#), qui représente plus de 2000 structures développant des projets artistiques et culturels, la [FEDELIMA](#), fédération nationale qui regroupe des lieux et projets dédiés aux musiques actuelles, et la [FAMDT](#), Fédération des acteurs et actrices des musiques et danses traditionnelles.

Depuis 2018, Caf'Tiers est un tiers-lieu numérique et culturel porté par la Fédération Familles Rurales de Meuse pour tout le Sammiellois (pays de Saint-Mihiel) et la Meuse, avec l'[espace Micro Folie](#), qui recense des œuvres visibles sur tablettes et casques de réalité virtuelle, et avec bien d'autres initiatives culturelles à découvrir et à partager.

## **Moselle (57) : un accompagnement inclusif de qualité**

Depuis juillet dernier, l'Udaf de la Moselle a lancé un groupe de travail inter-associatif [pour une Qualité au service de l'inclusion](#). Celui-ci réunit les associations [Athènes](#) (association thionvilloise pour l'essor de nouveaux espaces sociaux), Armée du Salut (qui compte deux antennes, à Metz et Florange), [Est Accompagnement](#) (AEA), [CMSEA](#) (plus de 70 établissements et services), ainsi que l'[AIEM](#) (association d'information et d'entraide mosellane), avec pour objectif de mutualiser les expériences, partager les bonnes pratiques et coconstruire des outils et référentiels communs. L'enjeu est de faire émerger une culture de la qualité partagée, centrée sur les besoins et les attentes des personnes accompagnées.

Les droits des personnes accompagnées constituent une priorité pour les Udaf. [La Ref'PJM](#) est un outil de partage et de mutualisation des pratiques professionnelles en protection juridique des majeurs. La plateforme collaborative, développée par l'Unaf, poursuit son déploiement avec succès auprès des Udaf.

## **Bas-Rhin (67) : au service des familles**

L'Unafam 67 a organisé, le 19 novembre 2025 à l'Hôtel de Ville d'Illkirch-Graffenstaden, [une réunion d'information](#) consacrée aux différentes mesures de protection juridique destinées aux personnes concernées par un handicap psychique, avec pour intervenants Véronique Passemar, directrice générale adjointe de l'Udaf, Philippe Curien, animateur de la plateforme ISTF (Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux), avec l'apport d'une Juge des contentieux de la protection au Tribunal de Proximité.

Le 11 octobre 2025, à 11h précises, partout en France — et bien sûr aussi dans le Bas-Rhin — les bénévoles de [Lire et Faire Lire](#) ont partagé une histoire avec les enfants, pour célébrer un quart de siècle de lectures, de sourires et de belles rencontres intergénérationnelles.

Un CCAS existe de plein droit dans les communes de 1 500 habitants et plus et peut être créé dans toute commune de moins de 1 500 habitants (art. L123-4 du Code de l'action sociale et des familles). Cet établissement public est géré par un Conseil d'administration incluant nécessairement un délégué familial représentant les familles. Bénévole, pour une durée de 6 ans, il est issu d'une association familiale et proposé par l'Udaf. Vous pouvez candidater auprès de votre Union en vue du prochain mandat ([voir l'appel à bénévoles ici pour le Bas-Rhin](#)).

## Haut-Rhin (68) : adopter un enfant

Dans l'adoption, la question des limites se pose de façon accrue. Avant l'adoption, pour définir les limites et les contours de son projet : jusqu'où puis-je aller ? De quel enfant pourrais-je (ou pas) être le parent ? Âge, santé, histoire : que puis-je accepter ou ne pas accepter ? Ces limites peuvent évoluer : comment cette évolution s'accompagne-t-elle ? Céline et Mariane, mamans adoptives, ont animé un atelier pour échanger sur ces questionnements, le 29 novembre 2025, à Mulhouse, à l'invitation de [Enfance & Familles d'Adoption](#), du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

### Prenez la parole !

Dans le cadre de la mission d'information sur les causes et les conséquences de la baisse de la natalité en France, l'Assemblée nationale souhaite recueillir l'avis des Français. Participez à la consultation ! [Le questionnaire en lien](#) vise à mieux comprendre leurs expériences, leurs choix et leurs attentes en matière de parentalité ainsi que leur perception des politiques publiques qui y sont liées. Les réponses contribueront à éclairer les travaux parlementaires et les futures politiques publiques. Vous avez jusqu'au 4 décembre 2025 pour prendre la parole.

## Vosges (88) : observer les besoins des familles

Le 29 octobre 2025, la *Maison des 1 000 premiers jours* de Châtenois (Vosges) a accueilli [la visite d'Isabelle Sancerni](#), présidente de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) avant un temps d'échanges autour des orientations de la politique familiale déployée par la Caf. Représentant l'Udaf des Vosges, Armelle Perny, cheffe de file des représentants familiaux, est intervenue notamment sur le Service public de la petite enfance, la réforme du Complément Mode de Garde, la place des jeunes dans la politique familiale, avec la volonté de renforcer les dispositifs favorisant leur autonomie, le futur congé de naissance, prévu pour 2026, ainsi que sur le [Point Conseil Budget \(PCB\)](#), un dispositif qui permet de prévenir les fragilités économiques des familles.

Armelle Perny a par ailleurs été invitée à siéger au [Laboratoire de la Ruralité](#). Créé en 2021, celui-ci vise à renforcer les liens entre acteurs du monde rural et institutions, à expérimenter de nouvelles approches et à proposer des solutions concrètes et interdisciplinaires aux défis contemporains des territoires ruraux : mobilité, culture, transition écologique, lien social, jeunesse, économie et paysages. L'expertise de l'Udaf se nourrit aussi de son Observatoire des familles : l'Udaf analyse chaque année les conditions de vie, les besoins et les attentes des parents vosgiens, contribuant ainsi à éclairer les politiques publiques locales et nationales. L'édition 2024 de l'Observatoire portait sur "[Être parent aujourd'hui : sens, forces, inspirations et besoins](#)".



## JUSTICE

### Le droit des enfants à une justice adaptée

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, le [Défenseur des droits](#) a consacré son [rapport annuel](#) au droit des enfants à une justice adaptée à leur âge. Plus de 1 600 témoignages d'enfants et jeunes de 6 à 25 ans, dont 250 sont concernés par la justice pénale, ont été recueillis pour l'élaboration de ce rapport publié le 19 novembre 2025. Les enfants victimes de maltraitements ou de carences éducatives familiales sont surexposés au risque de commettre une infraction pénale. Plus de la moitié des mineurs délinquants (55 %) sont suivis par la protection de l'enfance et 72 % ont connu une déscolarisation prolongée.

Le rapport formule 25 recommandations. La Défenseure des droits, Claire Hédon, et son adjoint, le Défenseur des enfants, Éric Delemar, insistent sur la nécessité d'examiner la situation des jeunes confrontés à la justice pénale de manière approfondie, tout en assurant leur accompagnement éducatif. [Lire le communiqué](#). [Lire le dossier de presse](#).

## **DROITS DES ENFANTS**

### **Municipales 2026 : dix engagements pour les enfants**

Parce qu'ils sont l'échelon le plus proche des citoyens, les Maires et les équipes municipales ont un rôle déterminant pour garantir l'effectivité des droits des enfants sur leur territoire. Leur action peut transformer concrètement la vie des enfants, en leur offrant un environnement protecteur, équitable et propice à leur épanouissement.

A travers [dix engagements](#) inspirés des meilleures pratiques des municipalités [Villes amies des enfants](#), l'UNICEF France appelle toutes les collectivités à franchir un cap : faire de l'enfance une priorité absolue des prochaines élections municipales. Voir la vidéo [Territoires d'enfance](#) (mise en ligne le 13 novembre 2025).

## **VIE DES COMMUNES**

### **Après le Salon des Maires**

C'est devant un public particulièrement nombreux que s'est tenue le 19 novembre 2025 [la séance officielle d'ouverture](#) du 107<sup>e</sup> congrès de l'Association des Maires de France (AMF). Tous les records de participation ont été battus. "Praticiens du quotidien", "urgentistes de la République", les maires et présidents d'intercommunalités sont en première ligne face aux crises qui se succèdent : covid-19, crise énergétique, inflation, accueil des réfugiés, catastrophes climatiques... Les maires demandent à l'Etat la "confiance démocratique" plutôt que la "défiance technocratique". La [résolution finale du 20 novembre 2025](#) a ainsi mis l'accent sur l'exigence de LIBERTE : "Non pas une liberté abstraite ou théorique, mais la liberté d'Agir : la liberté fondamentale pour les maires de décider, de financer leurs ambitions et d'innover au service de leurs concitoyens."

A l'occasion du Salon, les CCAS par la voix de leur Union nationale ont alerté sur leur fragilisation alors qu'ils n'ont jamais été autant confrontés à la grande pauvreté. [Lire l'article](#).

### **Hublot : une plateforme au service de l'analyse des besoins sociaux**

L'Unccas et le Compas s'associent pour proposer aux CCAS et CIAS [une plateforme dédiée au pilotage des politiques sociales](#) : Hublot. Pensé comme un véritable espace ressources, Hublot facilite l'accès à la connaissance des territoires, consolide les analyses des besoins sociaux (ABS) à partir de données fiables et comparables et aide à partager les enjeux sociaux avec l'ensemble des acteurs locaux. Lien : [le site de Hublot](#).

Lire également : [Les CCAS et l'habitat des séniors : un enjeu social majeur](#) ; [Grand âge et handicap : le rôle clé des communes rappelé au Salon des maires 2025](#).

### **Situations de crise : comment alerter les populations ?**

Risques naturels, industriels, nucléaires ou de sécurité publique... en cas de danger imminent, les maires et les préfets disposent d'informations pour décider de déclencher un signal d'alerte. En complément du réseau des sirènes, l'outil FR-Alert permet d'alerter la population via la téléphonie mobile. La Cour des comptes a publié, le 14 novembre 2025, un [rapport](#) sur les systèmes d'alerte et de communication à la population en situation de crise.

### **Maintenance et sécurité du parc nucléaire**

La France compte 57 réacteurs répartis sur 19 sites et exploités par Électricité de France (EDF). Ces réacteurs ont fourni 67,4% de la production d'électricité nationale en 2024. Leur bon fonctionnement suppose un entretien régulier. Un [rapport](#) publié le 17 novembre 2025 par la Cour des comptes dresse un bilan contrasté de la maintenance du parc électronucléaire assurée par EDF de 2014 à 2024 et avance des pistes d'amélioration. [Lire l'article](#).

### **L'état de la pauvreté**

Quatre rapports essentiels viennent de paraître : [une observation territoriale de la pauvreté et des inégalités](#) ; [la pauvreté des enfants](#) ; [le profil des allocataires de l'assurance chômage](#) ; [inégalités dans le monde : un enjeu à l'agenda du G20](#).



## EDUCATION

### Convention citoyenne sur les temps de l'enfant

Les 133 membres de la [Convention citoyenne sur les temps de l'enfant](#), organisée par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), ont adopté le 23 novembre 2025 leur rapport final. Ils formulent 20 propositions pour un nouveau modèle de société fondé sur une organisation des temps des enfants mieux adaptée à leur bien-être, leur santé, et leurs apprentissages. Parmi leurs propositions : un nouveau modèle d'organisation des temps avec un allègement des journées en décalant l'heure de début des cours à 9h pour les adolescents, une semaine étalée sur 5 jours, une révision du calendrier scolaire, l'interdiction des réseaux sociaux avant 15 ans, la création d'un véritable droit à la parentalité... La Convention citoyenne remettra son rapport au Gouvernement et au Parlement dans les prochaines semaines. [Lire le rapport](#).

A relire (archive 2006), l'article "[Laxou : la ville qui aménage les temps de l'enfant](#)." Initiatrice du dispositif ATE (Aménagement du Temps de l'Enfant) dans sa commune, Nicole Houpert est décédée le 14 novembre 2025. Tout au long de sa vie, elle aura été une militante de l'enfance : "Tous les enfants doivent pouvoir réussir à l'école". En 1979, elle participe à la commission Legrand sur le rythme de l'enfant. En 1983, maire adjointe déléguée aux affaires scolaires, avec le soutien de Claude Guillerme, maire, elle met en place l'ATE à Laxou qui perdure 42 ans plus tard.

### Un outil pédagogique pour parler des violences sexistes et sexuelles (VSS)

Le 25 novembre 2025, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes a été célébrée dans le monde entier. Cette Journée constitue un moment privilégié pour valoriser l'engagement des différents acteurs locaux dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes. Depuis #MeToo, le sujet est plus visible, mais reste fragile. D'où l'importance de nommer, comprendre, décrypter. Car "parler de femmes battues", de "harcèlement", "agression", "viol" n'est pas la même chose que de parler de "violences sexistes" ou de "féminicide". L'évolution des termes accompagne le changement de regard. La bande dessinée *Les Combattantes*, signée Géraldine Grenet et Marie-Ange Rousseau, retrace l'histoire de la reconnaissance sociale, politique et juridique d'un phénomène social. C'est une ressource pédagogique utile dans le cadre du programme EVARS de l'Education Nationale (source : [Café pédagogique](#)).

Au sujet du programme EVARS, les associations familiales et les acteurs de la santé s'expriment et décryptent. On pourra lire [l'analyse des AFC](#) (Familles Catholiques), avec ses nuances et points de vigilance (septembre 2025), et celle de la mutuelle de santé MAE qui démystifie le programme à destination des parents : "[Le corps, les sentiments, les relations : l'EVARS expliquée aux parents](#)" (17 novembre 2025).

### Prolongez la Fête de la Science !

La Fête de la Science, c'était du 3 au 13 octobre, mais elle peut être prolongée par les podcasts. TV5MONDEplus et France Culture vous proposent [un voyage entre découvertes et réflexions](#) pour explorer toutes les formes d'intelligences, thème de l'année pour la Fête 2025.

### Café botanique : la conférence de Noël

Chaque mois, l'association des Amis du Jardin Botanique Universitaire de Strasbourg organise des conférences vulgarisées autour des plantes, de la botanique, de la biologie végétale. Le [Schlouk des Sciences](#) invite celles et ceux qui aiment les plantes et ont envie d'en savoir plus à un café-apéro au Michel Café Brasserie, 20 avenue de la Marseillaise à Strasbourg. Cela se passe le 9 décembre 2025 et le conférencier est [Bernard Heitz](#).



## DEVELOPPEMENT DURABLE

### Information, sciences et complotisme

Face aux grands défis de notre époque, comment faire société ? Comment lutter contre la désinformation et défendre les faits scientifiques ? Pour y réfléchir ensemble, le CDN Nancy Lorraine, Théâtre de la Manufacture a prêté sa scène le 24 novembre 2025 à Valérie Masson-Delmotte, Thomas C. Durand et Anna C. Zielinska qui ont apporté des clés de compréhension. pour ce premier épisode des Assemblées extraordinaires ([vidéo YouTube](#), 2h, début à 11')

### Le Village des solutions de demain

Fort du succès des trois éditions précédentes, le *Village des solutions de demain* s'est tenu les 7 et 8 novembre 2025. Durant ces deux jours, plus de 80 acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (associations, coopératives, mutuelles entrepreneurs engagés) ont présenté leur activité, leurs idées concrètes pour contribuer à une société plus solidaire et durable. [Lire l'article](#) sur le site du Conseil Départemental 54.

### Dépollution des sols

Depuis le début de l'année 2025, une vaste opération de dépollution des sols est réalisée à Wintzenheim (68), afin de sécuriser un site pollué par plus de 750 tonnes de Lindane, un pesticide hautement toxique. Dans ce cadre, l'Ademe a mis en place sa méthode ComRisk afin d'impliquer les différents acteurs locaux et habitants dans le projet. [Lire l'article](#) de la Chambre de Consommation d'Alsace et du Grand Est (CCA).



## CONSOMMATION

### Consommation et production responsables

Les derniers articles de la CCA : [Marché du reconditionné : un tiers des professionnels ne respecte pas les conditions de revente](#) ; [Rachat de SFR : quelles conséquences pour les abonnés ?](#) ; [Trafic de déchets transfrontalier en Lorraine](#) ; [Nouveau plan de lutte contre l'habitat indigne dans le Bas-Rhin](#) ; [Animaux perdus : gare aux arnaques](#) ; [Les dérives de l'édition à compte d'auteur](#) ; [Regroupements de crédits : attention aux publicités mensongères](#) ; [Contrats de syndic : 35 % de graves irrégularités](#) ; [La place du numérique dans le projet associatif en 2025](#) ; [Doctolib condamné pour abus de position dominante](#) ; [Flou sur l'étiquetage des arômes](#) ; [Détox digitale : le droit à la déconnexion ne devrait pas être un luxe](#) ; [Les tarifs des assurances augmentent une nouvelle fois en 2026](#).

### Renaissance industrielle

Le CESER Grand Est a étudié la manière dont les transitions environnementale, numérique et sociale peuvent renouveler et renforcer l'industrie régionale. Il privilégie le terme "renaissance industrielle", qui met en avant une industrie nouvelle, plus humaine, résiliente et responsable. L'industrie demeure un atout majeur pour le Grand Est. Le CESER estime que la région dispose des ressources nécessaires pour impulser cette renaissance, autour de trois enjeux : cohésion territoriale par l'emploi industriel, réduction de l'empreinte environnementale, contribution à la souveraineté nationale. [Lire l'article](#). [Consulter l'avis](#). [Consulter la fiche de communication](#).

Lors de sa séance plénière du 6 novembre 2025, le CESER a également adopté plusieurs Avis : [Orientations Budgétaires](#) 2026 pour la Région et [décision modificative](#) n°2 pour 2025 ; [analyse financière](#) rétrospective et prospective la Région pour 2025 ; [20 indicateurs](#) pour décrypter le Grand Est. Lire [le discours de la Présidente](#).

## EN BREF.... MAIS IMPORTANT

### ✓ Actualités législatives

La [loi du 24 octobre 2025](#) "porte transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social".

La [loi n°2925-1044 du 3 novembre 2025](#) "vise à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises".

La [loi n°2025-1057 du 6 novembre 2025](#) "intègre le non-consentement de la victime dans la définition du viol et des autres agressions sexuelles". Elle précise que "le consentement doit être libre et éclairé, spécifique, préalable et révocable". Il s'agit de "passer de la culture du viol à la culture du consentement".

La [loi n°2025-1058 du 6 novembre 2025](#) renforce les dispositifs de lutte contre la fraude au paiement SEPA et contre la fraude au chèque. Elle crée notamment un fichier national des comptes signalés pour risque de fraude (FNC-RF), afin de centraliser les coordonnées bancaires des comptes considérés suspects.

### ✓ Banlieues

Et si nous nous intéressions aux "quartiers populaires" avec leurs potentialités notamment économiques ? Et si nous pensions ces quartiers comme pleins de vitalité et comme des chances pour la nation ? C'est ce que propose [le rapport de Raisonances humanistes](#) qui vient de paraître.

### ✓ Politique de la ville

Les moyens alloués à la politique de la ville sont fragilisés et l'Inter-Réseaux des Professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU) s'en inquiète dans [un communiqué du 29 octobre 2025](#). Les conséquences concrètes de cette érosion : "mise en péril des dynamiques locales, affaiblissement des coopérations entre acteurs, et découragement des équipes engagées au service des territoires les plus fragiles".

### ✓ Cour des Comptes

[La Cour des comptes et Inrae](#), institut de recherche public œuvrant pour un développement cohérent et durable de l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. s'associent pour renforcer le dialogue entre science et action publique.

La Cour des Comptes apporte une appréciation sur [le Fonds de transformation de l'action publique](#) : "un bilan insaisissable imposant des clarifications à l'avenir". (13/11/2025).

La Cour des Comptes considère que [la délivrance des médicaments à l'unité](#) est "une pratique à développer de manière sélective". (7/11/2025)

### ✓ Droit au séjour des travailleurs étrangers

Dans [un rapport publié le 5 novembre 2025](#), Amnesty International dénonce des lenteurs et des erreurs de l'administration française, qui entraînent précarité et exploitation. L'ONG détaille les multiples entraves rencontrées par les travailleurs étrangers lors du renouvellement de leurs titres de séjour, et appelle à une réforme du système.

### ✓ Santé mentale des jeunes

L'ARS Grand Est et le Conseil Territorial de Santé des Vosges ont organisé, le 27 novembre 2025 à Golbey, une journée dédiée à la santé mentale des jeunes et à la prévention du suicide, avec le [Pr Fabienne Ligier](#), professeure en psychiatrie de l'enfant, de l'adolescent et en suicidologie.

### ✓ La santé d'abord

France Assos Santé Grand Est organisait le 26 novembre 2025 à Nancy sa commission du réseau sur le thème des dispositifs territoriaux de coordination des soins ([CPTS](#), [MSP](#), [ESS](#), [SAS](#)...) ainsi que sur [le Mois sans tabac](#), avec [Grand Est Sans Tabac](#) et le dispositif "[Ville libre sans tabac](#)".

*L'Unaf, les Udaf et Uraf, unis pour les familles,  
vous souhaitent de joyeuses fêtes de fin d'année.*